



The Senate  
Of the Republic of Equatorial Guinea



## 11<sup>ème</sup> Réunion de concertation de l'ASSECAA

Malabo, Guinée équatoriale, 26-27 septembre 2024

### Communiqué final

Nous, les Présidents et les représentants des parlements des Etats membres de l'Association des Sénats, Shoura et Conseils Equivalents d'Afrique et du monde arabe (ASSECAA), nous sommes réunis à la 11<sup>ème</sup> Réunion de concertation de l'Association, sous le thème « Renforcer l'action parlementaire conjointe entre les pays du Sud pour relever les défis du développement et de l'environnement », organisée par l'ASSECAA en collaboration avec le Sénat de la République de Guinée équatoriale, à Malabo, la capitale de la République de Guinée Equatoriale, les 26 et 27 septembre 2024 ;

Exprimant notre profonde gratitude à la République de Guinée Equatoriale pour l'accueil chaleureux et la généreuse hospitalité qui nous ont été accordés ;

Félicitant le Sénat de la Guinée Equatoriale sous la conduite de S.E Mme Teresa Efu Asangono, ainsi que l'Association des Sénats, Shoura et Conseils Equivalents d'Afrique et du Monde Arabe (ASSECAA), présidée par S.E Enaam Mayara, Président de la Chambre des Conseillers du Royaume du Maroc, pour l'aimable invitation et l'organisation méticuleuse de cette Réunion ;

Adressant nos sincères compliments aux organisations parlementaires continentales et régionales d'Afrique et du Monde Arabe pour leur soutien aux initiatives de l'ASSECAA ;

Saisissant cette occasion pour exprimer notre plus grande reconnaissance et notre immense gratitude au Président du Parlement Panafricain S.E Chef Fortune Zephania Charumbira, S.E Adel Bin AbdulRahman Al Asoomi, Président du Parlement Arabe, pour avoir assisté aux activités et aux travaux de cette réunion ;

Appréciant et valorisant hautement les idées proposées et les discussions menées par les présidents et les représentants des Sénats, Shoura et Conseils Equivalents d'Afrique et du monde arabe, ainsi que les études et les rapports présentés au cours de cette réunion de concertation ;



**The Senate  
Of the Republic of Equatorial Guinea**



Assumant notre rôle parlementaire consistant à contribuer à la formulation d'avis, à proposer des mesures législatives et à faire des recommandations aux sommets des dirigeants africains et arabes ainsi qu'aux agences gouvernementales et aux conférences d'Afrique, du monde arabe et de l'Amérique latine ;

Concernés par les différentes questions abordées au cours de notre réunion, en particulier celles liées à l'intégration régionale et au renforcement de l'action parlementaire conjointe entre les pays du Sud pour relever les défis du développement et de l'environnement, en plus de promouvoir les facteurs logistiques pour lutter contre la désertification et la dégradation des terres, tout en abordant les perspectives et les défis posés par l'intelligence artificielle dans les pays du Sud ;

**Nous exprimons par conséquent ce qui suit :**

- Réaffirmer que les pays africains et arabes sont confrontés à de nombreux défis qui nécessitent une action collective, des efforts communs et coordonnés et renforcer les partenariats stratégiques dans tous les domaines économique, social et humanitaire. Cet effort commun vise à réaliser le développement mutuel, l'intégration et à établir les bases de la coopération, de la solidarité, de la paix, de la stabilité et de la prospérité.
- Les parlements doivent travailler ensemble pour renforcer les efforts et construire des liens de coopération à différents niveaux, par la promotion de la coordination, la consultation et l'intensification des réunions et des initiatives conjointes entre les parlements nationaux et les organisations parlementaires régionales et continentales en Afrique et dans le monde arabe sur les questions stratégiques.
- Mobiliser impérativement toutes les ressources disponibles pour élaborer un programme parlementaire commun qui répond efficacement aux défis actuels et met en œuvre des mesures législatives et des politiques favorisant les partenariats stratégiques, la réalisation de l'intégration et la promotion du développement durable au sein des pays du Sud.
- Renforcer le rôle de la diplomatie parlementaire en complément des efforts diplomatiques gouvernementaux, en consolidant les liens de coopération entre les peuples dans tous les domaines. Cela comprend la promotion du dialogue avec les parlements et les organisations régionales et internationales pour obtenir un soutien sur les questions prioritaires qui intéressent les pays arabes et africains.



The Senate  
Of the Republic of Equatorial Guinea



- Exhorter les gouvernements des pays du Sud à promouvoir des stratégies nationales de coopération Sud-Sud et à créer des structures nationales pour faciliter cette collaboration. L'accent doit être mis sur le renforcement de la coopération économique commune, la coordination et la solidarité au niveau bilatéral, parallèlement au renforcement des mécanismes d'intégration régionale et des voies de coopération entre les pays. Il est essentiel que toutes les acteurs collaborent pour éliminer les obstacles qui entravent les politiques économiques et les flux d'échanges et d'investissements, en plus de favoriser la coopération et la solidarité pour les investissements dans les infrastructures continentales et transcontinentales de manière à assurer une véritable intégration et connectivité entre les pays africains et arabes, impactant positivement leurs économies.

- Les gouvernements du Sud doivent élargir les possibilités pour le secteur privé de participer en tant que partenaire à la coopération Sud-Sud, en tirant profit de son expérience accumulée dans divers domaines tels que la technologie, la science, le commerce et l'industrie.

Les objectifs de développement ne pouvant être atteints sans la paix et la paix ne pouvant exister sans le développement durable, il est essentiel de construire une culture de paix par le respect du droit international, le développement de relations amicales entre les nations et les parlements et la promotion de la résolution pacifique des conflits. Les participants ont donc souligné la nécessité de mettre fin aux guerres et de résoudre les conflits régionaux et internationaux par des moyens pacifiques. Dans ce contexte, ils ont exprimé leur gratitude à Sa Majesté le Roi Hamad Bin Isa Al Khalifa de Bahreïn pour l'appel lancé à la convocation d'une Conférence internationale sur la paix au Moyen-Orient lors du Sommet arabe organisé par le Bahreïn en mai 2024.

### **En ce qui concerne l'intelligence artificielle, les participants recommandent ce qui suit :**

- Les décideurs politiques et les acteurs concernés, notamment le secteur privé, les établissements d'enseignement, les groupes de réflexion, les organisations non gouvernementales et la société civile, devraient participer aux efforts collectifs concernant la formulation d'une législation sur l'intelligence artificielle. Ils doivent collaborer pour établir des mécanismes solides en matière de gouvernance sur l'IA. Les Etats devraient adopter une approche réglementaire appropriée pour faire face aux risques tout en maintenant un cadre qui protège la vie privée, les données et les droits d'auteur, permettant l'utilisation des informations accessibles au public tout en respectant les droits légitimes.



**The Senate  
Of the Republic of Equatorial Guinea**



En outre, les pays devraient contribuer à l'élaboration de normes techniques internationales pour l'IA, à la mise en œuvre des stratégies nationales et à l'amélioration de l'environnement législatif pour suivre le rythme des changements technologiques rapides.

- Les gouvernements devraient élaborer de nouveaux programmes d'enseignement pour les universités et les écoles qui mettent l'accent sur les nouvelles avancées technologiques. En outre, ils devraient organiser des ateliers et des programmes de formation pour améliorer les compétences des jeunes en matière d'innovation et de technologie numérique, préparant ainsi la main-d'œuvre à atténuer l'impact négatif des progrès technologiques et de l'IA sur l'emploi et la stabilité sociale.

- Promouvoir des efforts concertés pour soutenir la recherche et les innovations dans les technologies de l'IA et les pratiques responsables visant à assurer l'utilisation de ces technologies en vue d'améliorer le développement économique en Afrique et dans le monde arabe. Il s'agit notamment d'allouer des ressources financières pour soutenir la recherche et le développement et de favoriser les partenariats entre le monde universitaire et l'industrie.

- Promouvoir la coopération entre les pays du Sud, ainsi que la collaboration régionale et internationale, pour échanger des connaissances et des compétences dans le domaine des technologies de l'IA, en particulier celles qui apportent des innovations significatives dans divers domaines tels que l'agriculture, la santé, l'éducation, entre autres. Il convient de mettre l'accent sur les efforts collectifs de tous les pays, des organismes régionaux, de la communauté technologique, de la société civile et du monde universitaire pour élaborer des cadres réglementaires qui favorisent des systèmes d'Intelligence Artificielle sûrs et protègent contre les abus. Un cadre éthique intégré doit être adopté pour traiter toutes les questions liées aux normes éthiques, ainsi que des mécanismes de surveillance appropriés pour superviser les activités liées au développement de l'IA. Cela est essentiel pour s'assurer que ces nouvelles technologies contribuent positivement au développement humain sans compromettre la sécurité et les fondements éthiques de la société, qui sont fondamentalement enracinés dans la liberté, l'égalité, la justice et la solidarité entre les individus et les groupes sociaux.



The Senate  
Of the Republic of Equatorial Guinea



En ce qui concerne la question de la désertification, les participants ont émis des recommandations ci-après :

- Exhorter les gouvernements arabes et africains à redoubler d'efforts pour lutter contre la désertification et la dégradation des terres, atténuer les effets de la sécheresse, valoriser les ressources naturelles et adopter des politiques environnementales fortes et un cadre législatif pour lutter contre la désertification. Cela peut être fait en partenariat avec les organismes spécialisés et les communautés locales. Ces politiques devraient inclure la promotion d'une agriculture durable, la gestion des ressources en eau et la préservation de la biodiversité. Les gouvernements arabes et africains devraient également mettre l'accent sur la mise en œuvre des stratégies suivantes :

- Sensibiliser les communautés locales et les acteurs concernés sur les risques de la désertification et son impact sur l'environnement et les communautés locales, l'importance de préserver l'environnement, de rationaliser l'utilisation des ressources en eau et d'éduquer la population sur l'importance de protéger les ressources naturelles et d'adopter des pratiques durables.

- Encourager les pratiques agricoles durables, développer des techniques d'irrigation rentables, une gestion intelligente des ressources en eau et des sols et utiliser la biotechnologie pour réhabiliter les terres dégradées, améliorer la fertilité des sols ainsi que les techniques agricoles et utiliser l'agriculture biologique et intégrée.

- Adopter des lois et des réglementations qui facilitent la transition vers l'énergie verte. Encourager également les investissements dans les secteurs de l'économie verte et leur fournir des incitations attrayantes telles que des incitations fiscales, des facilités de crédit et des exonérations douanières.

- Restaurer la végétation en mettant en œuvre des programmes de reboisement des déserts et des zones arides, notamment en plantant des arbres adaptés aux conditions de sécheresse.

- [Lutter contre les sources de pollution.](#)

- Renforcer la coopération et les actions communes entre la communauté internationale, les gouvernements, les parlements, les institutions environnementales et les organisations non gouvernementales par des efforts harmonieux et coordonnés pour faire face au problème de la désertification et de la dégradation des terres, par l'échange de connaissances,



**The Senate  
Of the Republic of Equatorial Guinea**



d'expériences et d'expertise, la coopération dans le domaine de la recherche scientifique et le développement de nouvelles technologies pour lutter contre la désertification, en plus de travailler ensemble pour mettre en œuvre des projets communs pour lutter contre la désertification, gérer les terres, protéger les ressources naturelles et renforcer la durabilité environnementale.

- Les parlements, les gouvernements et les communautés jouent un rôle vital dans la lutte contre la désertification, par l'adoption des lois visant à lutter contre la désertification et par la sensibilisation à l'importance de la préservation de l'environnement. La coopération sur cette question devrait également être renforcée entre les gouvernements, les institutions environnementales et les organisations non gouvernementales. La communauté locale joue un rôle important dans la préservation des ressources naturelles et la mise en œuvre des projets de lutte contre la désertification.

- Les participants saluent l'Initiative verte pour le Moyen-Orient menée par le Royaume d'Arabie saoudite, qui vise à lutter contre l'érosion des sols, à protéger la biodiversité et à atténuer les effets du changement climatique. Ils expriment également leur gratitude à l'Arabie saoudite pour avoir accueilli la 16<sup>ème</sup> session de la Conférence des Parties (COP16) à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD) en décembre prochain à Riyad, marquant ainsi le 30<sup>ème</sup> anniversaire de la Convention.

En ce qui concerne la question de l'autonomisation des femmes, les participants apprécient hautement les réalisations accomplies jusqu'à présent par le Réseau des femmes parlementaires d'Afrique et du monde arabe, malgré sa création récente. Parmi celles-ci, le Réseau a signé deux accords avec le Forum des femmes eurasiennes et l'Assemblée parlementaire du Moyen-Orient. A cet effet, les participants recommandent ce qui suit :

- Supprimer les obstacles sociaux, culturels et économiques qui empêchent les femmes d'accomplir leur noble mission en termes de changement et de construction nationale en identifiant les politiques prioritaires et essentielles pour soutenir les femmes d'Afrique et du monde arabe.

Il est également impératif de fournir une éducation aux femmes et aux enfants.

- Encourager l'inclusion des femmes dans les processus politique, électoral, juridique et de gouvernance nationale, et prendre des mesures législatives pour répondre aux défis spécifiques auxquels les femmes sont confrontées dans les conditions de guerre et de conflit.



**The Senate  
Of the Republic of Equatorial Guinea**



- Impliquer les femmes dans les programmes de formation et des séminaires visant à leur autonomisation politique, sociale et culturelle, et encourager leur participation aux activités nationales, régionales et internationales. Cela comprend la coordination avec les forums, les réseaux et les organisations mondiales œuvrant dans le domaine de l'autonomisation des femmes pour renforcer leurs initiatives, leurs capacités compétitives et pour mettre en évidence leur rôle et leur influence dans leurs environnements local, régional et mondial.
- Mettre l'accent sur les contributions des femmes à la consolidation de la paix et à la résolution des conflits, ainsi que renforcer leur rôle dans diverses sphères politiques, économiques et sociales.
- Réaffirmer l'implication des femmes dans l'élaboration de la législation et des lois qui soutiennent le développement global.
- Les participants soulignent l'importance d'accroître la représentation des femmes dans les commissions et organisations spécialisées dans l'intelligence artificielle.

A l'issue de la réunion, les participants ont exprimé leur sincère gratitude au gouvernement et au peuple de la République de Guinée Equatoriale, et au Sénat en particulier, pour la généreuse hospitalité et l'accueil chaleureux réservés aux délégués pendant leur séjour dans le pays, exprimant leurs vœux de progrès et de prospérité pour le peuple de Guinée Equatoriale sous la direction de Son Excellence le Président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo.

**Malabo, République de Guinée Equatoriale,**

**27 septembre 2024**